

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 12 MARS 1978

4^{me} CIRCONSCRIPTION DE L'EURE



« Une seule cause : celle de l'homme,
« Une seule nécessité : celle du Progrès social,
« Un seul devoir : celui de la Paix »

Général de Gaulle

Electrices,
Electeurs,
Mes Chers Amis,

Candidat de l'UNION de la MAJORITÉ, ayant adhéré au PACTE et au MANIFESTE signé par les instances responsables du C.N.I., du P.R., du C.D.S. et du R.P.R., j'ai l'honneur de solliciter de nouveau votre bulletin de vote.

Vous me connaissez : entre nous, chères Electrices, chers Electeurs, les présentations ne sont plus à faire... alors que c'est le cas pour d'autres candidats. Depuis 32 ans que je demeure, que je vis et que je travaille au milieu de vous, vous avez pu juger, en me voyant agir quotidiennement, AU SERVICE DE TOUS, si j'ai la capacité, la compétence et le sérieux nécessaires pour vous représenter au Parlement, et continuer à défendre vos intérêts, ceux de nos communes et ceux du Pays.

Vous savez que ce n'est ni pour satisfaire des ambitions politiques, ni pour en tirer des profits personnels que je vous demande votre suffrage. Si je le fais c'est :

- d'une part pour répondre à l'appel qu'ont bien voulu m'adresser des milliers d'entre vous, hommes et femmes, jeunes et adultes, personnes âgées, camarades anciens combattants, travailleurs salariés des usines et des champs (ouvriers, employés, cadres), travailleurs indépendants (commerçants, artisans, agriculteurs, membres des professions libérales, etc...),
- d'autre part pour poursuivre mon action au service de cette « certaine idée de la France » que nous a enseignée le Libérateur de la Patrie en participant, au Parlement, à la construction, dans l'ordre, de la société de Liberté, de Justice et de Responsabilité à laquelle, après le Général de GAULLE et Georges POMPIDOU, le Président Valéry GISCARD d'ESTAING consacre tous ses efforts.

Toutes celles et tous ceux d'entre vous qui ne sont aveuglés ni par la passion partisane, ni par l'antipathie viscérale, savent bien ce qui a été accompli en commun, sans discrimination d'aucune sorte, dans l'entente, la compréhension, la solidarité et la dignité, même si beaucoup reste encore à faire pour plus de liberté, plus de justice, plus d'égalité et plus de fraternité, en un mot pour plus de bonheur.

Ils savent aussi, non seulement les difficultés surmontées et les progrès accomplis depuis vingt ans dans tous les domaines, mais encore avec quelle vigueur et quelle opiniâtreté la population, les collectivités locales et le Pays ont été aidés et défendus par tous ceux qui, comme moi, sont dans l'UNION de la MAJORITÉ.

Ils savent également qu'en organisant méthodiquement mes nombreuses et diverses tâches j'ai constamment assumé mes responsabilités, à tous les niveaux, au maximum de mes forces et de mes moyens, comme ils sont conscients que j'ai toujours respecté les engagements que j'avais pris, et que j'ai rempli sans défaillance la triple mission de député que la grande majorité d'entre vous m'a, à cinq reprises, confiée :

- être l'intercesseur vigilant, énergique et efficace entre les administrés et les Pouvoirs Publics;
- participer au Parlement à l'élaboration de lois traduisant notre volonté de continuer à bâtir, sans bouleversement, par la mise en œuvre de nouvelles réformes, une société française libre, indépendante et tolérante, toujours plus juste, plus humaine, plus fraternelle, dans laquelle chacun sera, par la PARTICIPATION, de plus en plus responsable;
- contrôler l'action et les méthodes du Gouvernement.

Durant plusieurs mois, jour après jour, vous avez été largement informés sur le choix

simple et clair que vous aurez à effectuer le 12 mars. Chacune de vous, chacun de vous prendra, en son âme et conscience de citoyenne, de citoyen libre d'un grand pays démocratique, la responsabilité de décider par son bulletin de vote :

- ou bien de continuer de vivre dans un régime républicain — quelles que soient ses imperfections et ses lacunes — fondé sur le respect des libertés publiques et individuelles, sur le libéralisme économique, sur une politique de progrès social compatible avec une nouvelles croissance économique, sur une politique plus active de lutte contre le chômage, sur une monnaie solide;
- ou bien d'instaurer en France la « démocratie populaire » que nous a longuement décrite M. MARCHAIS, satellite de la Russie Soviétique, tenue dans la main de fer du Parti Communiste, auquel ses complices, MM. MITTERRAND et FABRE auront fait la courte échelle pour détruire l'économie, abolir la liberté d'entreprendre, supprimer la propriété privée, aggraver le chômage, ruiner la monnaie, spolier les entreprises, baïllonner les libertés.

VOUS SAVEZ TOUT CELA, comme vous savez qu'il ne s'agit pas, en élisant une nouvelle Assemblée Nationale, de se prononcer pour ou contre l'alternance. S'il n'était question, en effet, que de hisser au pouvoir telle ou telle formation politique à la place de telle ou telle autre, les conséquences n'en seraient sans doute dramatiques ni pour les Français, ni pour la France puisque nous en avons l'exemple dans d'autres démocraties occidentales comme la Grande-Bretagne ou les U.S.A.

Chez nous, en France, il ne pourrait en être ainsi en raison du poids considérable du Parti Communiste dans le « programme commun de gouvernement ». Chacun sait que la puissance soit directe, soit indirecte par toutes ses filiales — à commencer par la C.G.T. — du Parti Communiste est, dans notre Pays, sans commune mesure avec ce qu'elle est dans les autres Nations occidentales où ce parti est autorisé.

Ce n'est donc pas l'alternance au pouvoir qui est en cause. Ce qui est en jeu c'est le **CHANGEMENT DE RÉGIME** par un **GRAND CHAMBARDEMENT**, un **SAUT DANS L'INCONNU**, une **AVENTURE** qui créera une situation **IRREVERSIBLE**.

Je sais que confiance peut être faite au bon sens des Françaises et des Français et à leur détermination de repousser les marchands d'illusions pour soutenir, au contraire, les porteurs d'espérance qui sont « le **BON CHOIX** ». Pour ma part, je vous exprime, avec force, ma volonté, si vous m'accordez ou me renouvez votre confiance, de continuer l'action que j'ai entreprise **AVEC VOUS ET POUR VOUS**.

Alors, Electrices, Electeurs, tous aux urnes le 12 MARS 1978 :

- pour la **LIBERTÉ**
- pour la **PAIX**
- pour la poursuite de la **LUTTE CONTRE LES INÉGALITÉS**
- pour la **SÉCURITÉ DE L'EMPLOI**
- pour l'**INDÉPENDANCE NATIONALE DANS UNE EUROPE EUROPÉENNE**
- pour le **PROGRÈS ET LA JUSTICE SOCIALE**
- pour la **QUALITÉ DE LA VIE**

Recevez, mes chers amis, l'assurance de mes sentiments tout dévoués.

René TOMASINI

Ancien Ministre

Conseiller Général — Maire des ANDELYS

Chevalier de la Légion d'Honneur à titre Militaire

Croix de Guerre 1939-1945 — Médaille de la Résistance

Chevalier du Mérite Agricole

Remplaçant éventuel :

Jérôme BOSSUYT

Exploitant Agricole

Membre de Section au Conseil Economique et Social

Maire de NEUILLY

Président de l'Association des Maires du Canton de PACY-SUR-EURE

Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Chevalier du Mérite Agricole

Médaille de la Jeunesse et des Sports